

---

# Mini-assemblées citoyennes sur l'avenir du fédéralisme canadien

---

par Min Reuchamps

*Au Canada, le fédéralisme et son avenir constituent indéniablement un sujet récurrent et important d'actualité. Nombre de citoyens se sont fait leur propre opinion sur cette question, mais rares sont pourtant les occasions d'en discuter avec des concitoyens, des experts et des politiciens dans un contexte favorisant l'apprentissage et la délibération. Dans cette perspective, au printemps 2008, trois mini-assemblées sur l'avenir du fédéralisme canadien ont été organisées, deux à Montréal et une à Kingston. Pendant plus de quatre heures, les participants ont pu apprendre et discuter de thèmes liés au fédéralisme avec des experts, des personnalités politiques et d'autres citoyens. Les données qualitatives et quantitatives récoltées tout au long de ces assemblées permettent de mieux comprendre les perceptions des citoyens et leurs préférences vis-à-vis de l'avenir de leur pays et de leur province. Les premiers résultats mettent en évidence la diversité des connaissances, des attitudes et des opinions partagées par les citoyens au sein d'une même assemblée et entre les assemblées. Il n'existe donc pas de profil unique de " citoyen fédéral " mais bien une multitude de profils, parfois fort différents les uns des autres. À des fins comparatives, deux autres assemblées citoyennes seront organisées en Belgique afin d'étudier les perceptions et préférences fédérales des citoyens belges francophones et néerlandophones.*

Les 15 mars, 14 juin et 19 juin 2008, trois mini-assemblées citoyennes ont été organisées sur l'avenir du fédéralisme canadien à Montréal et à Kingston. Au cours de ces rencontres d'une demi-journée, les participants ont discuté du fédéralisme canadien et de son avenir avec des experts, des personnalités politiques et d'autres citoyens. L'objectif de ces mini-assemblées est, d'une part, de permettre aux participants de donner leur avis sur ce sujet important après un court processus de délibération et, d'autre part, de mieux comprendre les relations entre leurs perceptions et préférences « fédérales »<sup>1</sup>. À des fins comparatives, deux autres assemblées citoyennes seront organisées en Belgique afin d'étudier les

perceptions et préférences fédérales des citoyens belges francophones et néerlandophones.

Chaque assemblée a réuni une quinzaine de participants pour une matinée d'échanges. Le recrutement s'est effectué par différents canaux : des invitations distribuées dans les boîtes aux lettres de plusieurs quartiers, des courriels envoyés à des associations ou à des groupes, qu'ils soient engagés politiquement ou non (par exemple, les partis et autres mouvements politiques, les associations d'étudiants ou encore les associations sociales et culturelles locales), des annonces placées dans la presse écrite et électronique, les listes de diffusion et, enfin, le bouche à oreille. Pour chaque assemblée, c'est entre 2000 et 4000 personnes qui ont été touchées par l'invitation sous une forme ou une autre. La participation s'est faite sur une base volontaire et quasi gratuite (une indemnité de 10 dollars était offerte à chaque participant). L'échantillon qui fut ainsi constitué n'est statistiquement ni aléatoire ni représentatif.

Toutefois, une grande diversité se dégage de chaque échantillon. Ainsi, ont participé aux assemblées des jeunes comme des personnes âgées, des citoyens intéressés à la

---

*Min Reuchamps est aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS et candidat au doctorat au Département de sciences politiques de l'Université de Liège, en Belgique. Les recherches présentées dans le présent article ont été menées lors d'un séjour de recherches à la Chaire du Canada en études électorales à l'Université de Montréal et à l'Institut des relations intergouvernementales de l'Université Queen's.*

---

politique et d'autres qui ne le sont pas, des participants diplômés et d'autres non, ainsi que des personnes avec des convictions politiques fort différentes. Au total, 16 citoyens ont été réunis à Kingston et 24 à Montréal, au cours de deux assemblées.

Chaque assemblée s'est ouverte avec la passation d'un questionnaire écrit individuel d'une cinquantaine de questions — dont certaines étaient ouvertes — couvrant les thématiques des connaissances politiques, de la perception — de la légitimité — du système politique fédéral et des gouvernements qui en découlent, des identités et des sentiments d'appartenance, de la perception de l'« autre » et, finalement, des préférences fédérales ainsi que des questions de signalement politique et sociodémographique.

Ainsi, quatre séries d'indicateurs ont mesuré les perceptions des répondants. Premièrement, les questions de connaissances politiques ne cherchaient pas à tester purement et simplement le niveau de connaissances, mais plutôt à appréhender comment les participants comprenaient le fonctionnement du système politique. Deuxièmement, la légitimité accordée au système fédéral était évaluée par des questions comme « le fonctionnement du système fédéral est-il satisfaisant? » « ou » quelle est la plus grande qualité du système fédéral canadien tel qu'il est aujourd'hui? » Troisièmement, outre la question classique « comment vous définissez-vous? » assortie de plusieurs propositions, le questionnaire posait des questions visant à mieux connaître les sentiments d'appartenance, notamment l'attachement au Canada et à la province des répondants. Quatrièmement, on a évalué la perception de l'« autre », qui peut être, par exemple, les autres provinces et leurs habitants, ou le reste du Canada d'un point de vue québécois.

Quant aux indicateurs de préférences, ils se déclinaient en différentes propositions : conserver le système fédéral actuel, renforcer le pouvoir du gouvernement fédéral, renforcer le pouvoir des provinces. En outre, pour les assemblées au Québec, trois autres propositions complétaient la liste de préférences : un changement constitutionnel reconnaissant le Québec comme une nation, l'accession au statut de pays-souverain accompagnée d'une offre de partenariat avec le Canada et l'accession au statut de pays-souverain sans aucun partenariat avec le Canada. Enfin, des questions politiques (notamment l'intérêt politique et l'identification partisane) et sociodémographiques classiques (âge, sexe, lieu de résidence, niveau d'étude et profession) concluaient le questionnaire.

Après la passation du questionnaire, l'assemblée s'articulait entre des discussions en petits groupes et des séances plénières avec des experts et des personnalités politiques. Selon la dynamique des groupes d'entretien en profondeur, chaque groupe rassemblait entre cinq et huit personnes encadrées par un animateur — chargé de mener la discussion en l'animant ou la modérant le cas échéant — et un observateur — chargé de

noter toutes les interventions des participants afin de faciliter l'analyse des données.

Directement après avoir complété le questionnaire, les participants étaient répartis en groupes et entamaient une heure de discussions sur leurs perceptions du fédéralisme canadien (connaissance, légitimité, sentiments d'appartenance et perception de l'« autre »). L'animateur guidait les échanges selon un protocole commun à tous les groupes, afin d'assurer une certaine uniformité dans la récolte des données. Cette première séance de discussions captait ainsi les perceptions des participants « à chaud », avant toute forme d'apprentissage.

Suivaient deux séances plénières. La première proposait aux participants d'écouter deux experts et de leur poser des questions. Pendant une vingtaine de minutes chacun, ces deux experts donnaient un court exposé. À titre d'illustration, lors des assemblées citoyennes de Montréal, Alain Noël, professeur de science politique à l'Université de Montréal, a décrit la situation du Québec dans la fédération canadienne, tandis que Paul-André Comeau, ancien journaliste et professeur invité à l'École d'administration publique, offrait un regard différent sur l'avenir du Canada et du Québec. À Kingston, Peter Leslie et Kathy Brock, tous deux professeurs de science politique à l'Université Queen's, constituaient le panel d'experts. Ils ont présenté respectivement la fédération canadienne et les défis pour la fédération et le gouvernement fédéral. Après ces deux présentations, les participants pouvaient échanger avec les deux experts lors d'une séance de questions-réponses. Cette première séance plénière avait pour but principal d'informer — plus ou moins objectivement — les participants, afin de leur permettre de mieux comprendre le fédéralisme canadien et les enjeux liés à son avenir.

La seconde séance plénière suivait une logique différente. Cette fois, les citoyens rencontraient des personnalités politiques. Ces deux femmes ou hommes politiques exprimaient d'abord et à tour de rôle leurs préférences fédérales avant de répondre aux questions de l'auditoire. Néanmoins, cette séance ne constituait pas un débat politique au sens strict ; il s'agissait plutôt d'offrir aux participants l'occasion d'écouter deux points de vue différents sur l'avenir du fédéralisme canadien. Ainsi, à Montréal, l'honorable Marlene Jennings (Parti libéral du Canada) et Réal Ménard (Bloc Québécois) ont fait part de leur vision du fédéralisme, puis ont répondu aux nombreux commentaires et questions des participants. Des sujets, tels que la corruption, l'immigration, la politique étrangère, les relations canado-américaines et les choix politiques du premier ministre Stephen Harper, ont été abordés généralement dans leur relation avec le système fédéral canadien et, en particulier, à propos du rôle du gouvernement fédéral et des provinces.

Après avoir écouté des experts et des personnalités politiques, les participants retournaient en groupes de discussions pour parler de leurs préférences fédérales respectives. Ici aussi, il ne s'agissait pas d'un débat où les uns et

---

les autres essayaient de s'influencer. Les thèmes qui étaient abordés concernaient leurs souhaits pour l'avenir du fédéralisme canadien et les raisons derrière ceux-ci. À tour de rôle, chacun pouvait exprimer ses préférences et écouter celles des autres. Ces discussions étaient enrichies des réflexions qui avaient pu naître à la suite des échanges avec les experts, les personnalités politiques et les autres citoyens.

Au total, les participants ont discuté et réfléchi sur des thèmes liés au fédéralisme pendant plus de quatre heures. Ainsi, la dynamique de ces mini-assemblées citoyennes reposait sur un mouvement d'aller-retour entre des discussions en petits groupes et des rencontres avec des experts et des personnalités politiques. Enfin, un questionnaire quasi identique à celui administré en début de rencontre a été distribué à la fin de l'assemblée.

L'objectif de ces assemblées était donc de permettre aux participants de s'informer et de réfléchir sur le fédéralisme canadien et son avenir en particulier. Le but n'était ni de pousser à un changement d'opinion — même s'il est assurément intéressant d'étudier les éventuels changements et non-changements de perceptions et de préférences — ni d'obtenir un consensus entre les citoyens : l'expérience était donc individuelle, même si elle se déroulait - afin de susciter la délibération — dans un collectif. Les données récoltées tout au long de l'assemblée sont quantitatives — les réponses aux deux questionnaires — et qualitatives — les échanges en groupes qui ont été enregistrés et codés. Ces deux types de données sont, en fait, complémentaires, puisque chaque participant avait reçu un code (par exemple, V1 ou Z7). On peut ainsi suivre ses réponses aux deux questionnaires et ses interventions tout au long de la matinée. La combinaison des données qualitatives et quantitatives permettra de mieux comprendre les perceptions et les préférences fédérales des citoyens.

### **Premiers résultats**

---

Les connaissances politiques des participants constituent le premier thème de discussions de l'assemblée. D'emblée un élément frappe l'attention : un peu moins de la moitié des participants aux assemblées de Montréal pensait que le système politique canadien est un système confédéral. Certains d'entre eux ajoutaient que le système était devenu fédéral sous l'impulsion de Pierre Elliott Trudeau, mais qu'officiellement, le Canada demeurait une confédération. Cette perception confédérale de la nature même du système politique renvoie à la vision de deux nations fondatrices portée par un grand nombre de Québécois. Cependant, après les discussions avec les experts et en groupes, la grande majorité des citoyens présents a répondu correctement à cette question. À Kingston, ce débat confédération-fédération n'a pas trouvé pas le même écho et a été, en fait, quasi inexistant ; seules quelques personnes estimaient en début de rencontre que le Canada était

une confédération puis ont changé d'avis à la suite des discussions.

Ensuite, que ce soit à Kingston ou à Montréal, tous les participants se sont accordés pour dire que, depuis 1980, le premier ministre a été le plus souvent un Québécois, ce qui constitue un élément important de la dynamique fédérale du pays. Enfin, la représentation de chaque province à la Chambre des communes en termes de députés était peu connue : moins de la moitié des participants savaient à Kingston que 107 députés sont élus en Ontario et, à Montréal, que 75 députés proviennent de circonscriptions québécoises. Ainsi, on a observé une grande diversité des connaissances politiques parmi les participants, certains pouvant répondre correctement à toutes les questions, tandis que d'autres ne connaissaient que quelques éléments.

La thématique des connaissances du système politique constitue une manière détournée d'appréhender la perception de celui-ci. Lorsqu'on aborde plus directement la légitimité que les participants accordent au système politique fédéral, sans surprise, les Kingstoniens diffèrent des Montréalais. En effet, si les premiers se montrent généralement satisfaits, voire très satisfaits, du fonctionnement du système fédéral canadien, les seconds sont partagés entre ceux qui le jugent assez satisfaisant et ceux qui le condamnent plus ou moins durement. Néanmoins, si l'on creuse cette question en discutant avec les participants, des oppositions apparaissent rapidement au sein des ces différents groupes.

Lors des échanges à Kingston, au-delà d'une satisfaction générale à l'égard du système fédéral canadien, plusieurs questions divisaient les participants. Pour les uns, le fédéralisme protège les intérêts de l'Ontario, ne donne pas trop de pouvoirs au gouvernement fédéral et est économiquement bénéfique pour leur province. Pour d'autres, par contre, le constat est nettement plus mitigé, voire négatif : le fédéralisme canadien n'est tout simplement pas favorable aux intérêts de leur province et le gouvernement fédéral jouit de trop de pouvoir. D'autres encore souhaitent un rôle plus limité pour le gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial; ils considèrent d'ailleurs ces deux gouvernements comme inefficaces.

À Montréal, une grande diversité des perceptions émerge également des discussions en petits groupes, avec les experts et les politiciens. Tout d'abord, la division classique entre fédéralistes et souverainistes apparaît rapidement. Ces deux groupes s'opposent sur les questions de savoir si le fédéralisme canadien protège les intérêts du Québec ou si le gouvernement fédéral a trop de pouvoir. Toutefois, même des participants qui condamnent plus ou moins durement le système fédéral canadien peuvent reconnaître les bénéfices économiques qu'il apporte à leur province. À l'inverse, certains citoyens qui jugent positivement le fédéralisme canadien estiment que celui-ci est peu bénéfique pour l'économie du Québec ou ne l'est pas. Il faut, dès lors, dépasser une division pure et simple

---

entre deux groupes qui s'opposeraient sur toutes les questions liées au fédéralisme canadien.

Par ailleurs, plusieurs participants ont clairement distingué la perception du fédéralisme canadien et celle du gouvernement fédéral. Ainsi, ils pouvaient juger négativement le fédéralisme canadien, mais estimer que le gouvernement fédéral devrait avoir plus de pouvoirs, ou vice-versa. À cet égard, la présence d'un premier ministre albertain à la tête du gouvernement fédéral a autorisé certains citoyens qui se considéraient souverainistes à observer avec un œil plus clément la vie politique à Ottawa et les décisions qui y sont prises. Pour certains participants, les faibles performances actuelles du mouvement souverainiste expliquaient également cette considération accrue pour le gouvernement fédéral dirigé par le Parti conservateur. Enfin, l'intensité de l'opinion, qu'elle soit positive ou négative à l'égard du système fédéral canadien et du gouvernement fédéral, variait fortement entre les citoyens.

Les sentiments d'appartenance et la définition de son ou ses identités constituent un troisième indicateur de perception. Ici aussi, les différences entre les assemblées et au sein de celles-ci sont grandes. À Montréal, trois profils identitaires ressortent des données qualitatives et quantitatives.

Un premier groupe de participants se définit d'abord et avant tout comme québécois. Un deuxième groupe s'identifie d'abord québécois et ensuite canadien, tandis qu'un troisième groupe est autant québécois que canadien. Ainsi, l'identité québécoise constitue un élément important — parfois le seul — des sentiments d'appartenance des participants. Toutefois, plusieurs participants ont montré un attachement plus ou moins fort au Canada, tout en étant attachés au Québec. C'est, par exemple, le cas d'une participante québécoise anglophone qui a toujours vécu à Montréal.

À Kingston, les profils identitaires sont plus uniformes, puisque la plupart des participants se définissent comme Canadiens, d'abord et avant tout. Aucun ne se sent exclusivement Ontarien, mais plusieurs sont — très — attachés à leur province, tout en l'étant également au Canada. La mesure des sentiments d'appartenance dans ces deux contextes identitaires fort différents permet de mieux comprendre la complémentarité ou l'exclusivité, selon le cas, ainsi que les différences d'intensité des identités. Sans surprise, c'est au Québec que les tensions identitaires sont les plus fortes et qu'apparaît une plus grande diversité de profils identitaires mêlant pour certaines personnes plusieurs sentiments d'appartenance d'intensité égale ou différente alors que pour d'autres une seule identité exclusive prédomine.

La quatrième facette de la mesure des perceptions est la perception de l'« autre ». Lorsqu'on aborde la discussion de l'avenir du fédéralisme, l'« autre » signifie, avant tout, les anglophones pour les participants de Montréal et les Québécois pour les participants de Kingston<sup>2</sup>. Indirectement liée aux relations politiques est la question de savoir si les médias d'une

communauté colportent des clichés sur l'autre communauté. Trois attitudes différentes se dégagent des discussions au cours des assemblées citoyennes. La première reflète une méfiance des médias, qu'ils soient francophones ou anglophones, et consiste à dire que les médias colportent, de toute manière, des clichés. Une deuxième attitude renvoie plutôt à une méconnaissance de ce qu'écrivent les médias anglophones ou francophones, selon le cas, sur sa communauté. Dans ce cas, les participants préfèrent s'abstenir de répondre à cette question. Enfin, pour les participants de la troisième attitude que l'on retrouve plus singulièrement à Montréal, les médias anglophones colportent des clichés sur les francophones et les Québécois en particulier, tandis que les médias francophones ne tombent pas — ou moins — dans ce travers. Ces personnes ont alors évoqué le « Quebec bashing ».

Dans le contexte fédéral canadien, une dimension spécifique est la place du Québec dans la fédération, notamment l'éventuelle reconnaissance du Québec comme une nation distincte. Si, pour nombre de Québécois, souverainistes comme fédéralistes, le Québec est une nation distincte du reste du Canada, pour les participants à l'assemblée citoyenne de Kingston la question a fait débat. Les avis étaient partagés entre ceux qui acceptaient l'idée que le Québec constitue une nation distincte, ceux qui ne l'acceptaient pas et, enfin, ceux qui s'y opposaient farouchement, comme cette dame qui a déclaré : « We are all Canadians, period. » Notons toutefois que les discussions de l'assemblée ont, semble-t-il, modifié la perception de certains participants, puisque trois des cinq personnes qui refusaient de reconnaître le Québec comme une nation distincte du reste du Canada au début de la matinée l'ont accepté, sans, pour autant, reconnaître au Québec des privilèges particuliers en conséquence.

Après ce tour d'horizon des perceptions des participants aux assemblées citoyennes, on peut maintenant se tourner vers leurs préférences pour l'avenir du fédéralisme. Les résultats de l'assemblée de Kingston et de celles de Montréal diffèrent sensiblement, comme on peut s'y attendre en raison des contextes politiques propres à l'Ontario et au Québec. À Kingston, l'opposition dominante s'est manifestée entre, d'une part, les tenants du renforcement du gouvernement fédéral et, d'autre part, les partisans du système fédéral actuel. Par contraste, au-delà de la division classique entre fédéralistes et souverainistes, les Montréalais étaient divisés en plusieurs groupes, selon leur préférence pour l'avenir du Québec. On trouve, tout d'abord, deux groupes importants de personnes. Il y a, d'une part, ceux qui désirent que le Québec reste une province de la fédération canadienne avec un pouvoir renforcé pour les gouvernements provinciaux et, d'autre part, ceux qui veulent qu'il devienne un pays souverain en faisant une offre de partenariat avec le Canada.

Par ailleurs, d'autres participants souhaitaient que le Québec devienne un pays souverain sans aucun partenariat avec le

---

Canada, cette fois, tandis que d'autres encore préféreraient conserver la fédération canadienne telle qu'elle est aujourd'hui.

Toutefois, ce qui retient plus particulièrement l'attention, ce sont les préférences individuelles de chaque participant. Cette analyse plus précise complète et nuance le regroupement des citoyens dans les quatre groupes évoqués ci-dessus. Tout d'abord, rares sont les personnes qui n'ont qu'une seule préférence, même si ce profil existe, comme dans le cas des souverainistes les plus convaincus, qui ne souhaitent qu'une seule issue : la souveraineté du Québec sans aucune forme de partenariat avec le Canada. En effet, de nombreux participants déclarent avoir plusieurs préférences, sans nécessairement pouvoir les hiérarchiser. Ainsi, parmi les participants de Kingston, une grande majorité se dit tout autant en faveur du système fédéral actuel que de l'augmentation des pouvoirs accordés au gouvernement fédéral. En outre, alors que certains peuvent hiérarchiser leurs préférences, d'autres ne le souhaitent pas. Enfin, le renforcement des gouvernements provinciaux n'est pas à l'ordre du jour et n'est soutenu que par une personne. D'ailleurs, pour beaucoup, le « vrai » gouvernement est le gouvernement fédéral.

En revanche, au cœur des discussions des assemblées montréalaises, se trouve le statut et l'avenir des provinces. Aucun participant ne souhaite le renforcement du gouvernement fédéral et peu de participants désirent conserver le système fédéral tel qu'il est aujourd'hui, et ce, même pour des participants qui se disent fédéralistes. Le centre de gravité évolue donc autour de la question de l'avenir du Québec, plutôt que de l'avenir du fédéralisme canadien proprement dit. Cependant, cette question n'appelle pas nécessairement une réponse exclusive — entre rester une province canadienne ou devenir un pays souverain —, comme le montrent les premiers résultats des assemblées citoyennes de Montréal. Ainsi, les partisans du renforcement des pouvoirs des provinces rejettent généralement catégoriquement la souveraineté du Québec sans partenariat avec le Canada, mais ils peuvent également souhaiter la reconnaissance constitutionnelle du Québec comme nation. Certains d'entre eux peuvent même acquiescer, souvent timidement, à la souveraineté du Québec, si elle est jumelée à un partenariat avec le Canada. Inversement, et plus logiquement, les participants favorables à la souveraineté du Québec — avec un partenariat — sont favorables à toute solution qui renforce les pouvoirs des provinces, même si ces options « intermédiaires » ne les satisfont pas entièrement. Reprenant l'adage populaire, un participant rappelle qu'« un tiens vaut mieux que deux tu l'auras ». De plus, les conditions de l'éventuelle souveraineté du Québec influencent les préférences des citoyens, en particulier souverainistes. D'un côté, plusieurs participants sont en faveur de la souveraineté, mais celle-ci doit s'accompagner d'une offre de partenariat avec le Canada, tandis que d'autres participants, des souverainistes que l'on peut qualifier de durs, rejettent toute autre option que

celle de la souveraineté sans partenariat, même s'ils admettent que cette option est improbable.

Au-delà de mieux connaître les perceptions et préférences politiques, les assemblées citoyennes permettent de capturer l'humeur « politique » générale d'un groupe de citoyens. À Montréal, le débat sur l'avenir du Québec n'est plus aussi vif qu'il a pu l'être auparavant, même si chacun campe sur ses positions — on sent d'ailleurs une certaine lassitude chez certains participants. Toutefois, plusieurs participants sont enclins à redynamiser les discussions en évoquant le fédéralisme d'ouverture prôné par le premier ministre Stephen Harper et la montée en puissance des provinces de l'Ouest. À Kingston, l'avenir du fédéralisme n'est pas au cœur des préoccupations et ne vient qu'après des questions telles que la défense de la souveraineté — économique notamment — du Canada, les relations avec les États-Unis et la place du Canada dans le monde.

---

## Conclusion

Le fédéralisme et son avenir constituent des enjeux importants pour le Canada. Lors de trois mini-assemblées citoyennes sur cette question, les participants à Kingston et à Montréal ont échangé sur ce thème avec des experts, des politiciens et d'autres citoyens. Une grande diversité d'opinions et d'attitudes, qui n'est pas toujours décelable au premier coup d'œil, ressort des discussions et rappelle l'importance et l'intérêt de donner la parole aux citoyens, après leur avoir permis de s'informer sur la question. En outre, l'évaluation généralement positive donnée par les 40 participants laisse entendre que ces rencontres répondent à une demande de la part des citoyens d'apprendre et de discuter de sujets politiques importants, même pour des personnes qui se disent peu intéressées par la politique. Ainsi, si l'on ne cherche pas à créer un microcosme de délibération idéale qui serait complètement en inadéquation avec la réalité « concrète » des personnes interrogées, les assemblées citoyennes « petites ou grandes » peuvent constituer des avenues d'apprentissage et de délibération utiles pour les citoyens et l'ensemble de la vie démocratique.

---

## Notes

1. Par préférences « fédérales », il faut entendre les préférences quant à l'évolution éventuelle du système fédéral canadien, éventuellement vers d'autres formes d'organisation politique. Par exemple, les souhaits de conserver le système fédéral comme il est présentement ou de donner plus de pouvoir au gouvernement fédéral ou encore de voir le Québec accéder au statut de pays constituent des exemples de préférences « fédérales ».
2. Par ailleurs, certains participants ont évoqué la plus grande place qui devrait être faite au sein du système fédéral pour les Autochtones. D'autres ont également mentionné l'importance d'une représentation des minorités ethniques et visibles dans les cénacles politiques.